



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 24 juillet 2025

FOCUS : COLOMBIE – LE GOUVERNEMENT ADOPTE UNE REFORME DU TRAVAIL CONTROVERSEE.

2

Bolivie

3

En 2024, la Bolivie n'a attiré que 247 M\$ d'IDE, soit 0,1% du total régional.

3

Colombie

3

Le mois de mai enregistre une croissance de 2,8 % en g.a.

3

L'OCDE prévoit que la Colombie enregistre la 3^{ème} inflation la plus élevée des pays du groupe en 2025.

3

Le marché de la dette d'entreprises a enregistré une baisse de -72 % au S1 2025.

3

L'indice de confiance du consommateur a augmenté en juin.

4

Equateur

4

Le FMI a approuvé la deuxième revue du programme de Facilité élargie de crédit.

4

Le marché boursier équatorien prévoit une croissance de +6 % en 2025, notamment grâce au secteur privé.

4

Guyana

5

En acquérant *Hess Corporation*, *Chevron* obtient une participation de 30 % dans le bloc pétrolier *Stabroek*.

5

Pérou

5

Le Pérou est le deuxième pays le moins endetté d'Amérique latine.

5

Au S1 2025, le sol péruvien a progressé de +4,9 % face au dollar états-unien.

5

Venezuela

6

Le Venezuela et la Colombie créent une zone économique binationale.

6

Le bolivar continue de se déprécier face au dollar états-unien.

6

De fortes pluies provoquent d'importants dégâts dans trois grandes régions du pays.

6

Focus : Colombie – Le gouvernement adopte une réforme du travail controversée.

Alors que le marché du travail colombien fait face à des difficultés structurelles, le gouvernement Petro a adopté en juin dernier une réforme du travail visant à favoriser les droits des travailleurs, améliorer la qualité des emplois et à réduire l'informalité. Bien que le taux de chômage ait atteint en mai son niveau le plus bas depuis 2001 (9 % en mai), il reste le 4^{ème} le plus élevé de l'OCDE, et cette amélioration cache une forte progression de l'emploi informel, qui a représenté environ 70 % des 900 000 postes créés entre janvier et avril. Ainsi, en mai 2025, le taux d'informalité s'élevait à 56,2 %. Par ailleurs, de profondes disparités subsistent : les femmes, les jeunes et les populations rurales restent largement désavantagés sur le marché du travail.

Dans ce contexte, la réforme adoptée le 25 juin introduit plusieurs mesures en faveur des travailleurs, parmi lesquelles :

- Une réduction du temps de travail, limitant le temps de travail hebdomadaire à 42 heures (contre 44 précédemment) et la journée de travail à 8 heures, sans impact sur les salaires ni les prestations sociales ;
- Une redéfinition des horaires de travail, la plage diurne s'étendant désormais de 6h à 19h (vs. 21h), avançant le début de la rémunération majorée pour travail de nuit ;
- Une hausse progressive de la majoration pour le travail dominical et les jours fériés, qui atteindra 100 % du salaire de l'employé d'ici juillet 2027 (contre 70 %) ;
- Une transformation du contrat d'apprentissage, avec une meilleure rémunération et l'accès aux prestations sociales pour les apprentis ;
- Une régulation du travail effectué via les plateformes numériques de livraison, visant à garantir une couverture de sécurité sociale grâce à une cotisation conjointe de l'entreprise et du livreur, sans qu'un contrat de travail formel ne soit requis.

Le gouvernement soutient que ces mesures permettront de stimuler les revenus des travailleurs, renforcera la demande intérieure et soutiendra l'activité. Le ministre du Travail, Antonio Sanguino, a notamment avancé que la réforme pourrait créer 91 000 emplois par an et sortir 1,2 million de personnes de l'informalité. Toutefois, de nombreux économistes contestent ce scénario. Ils estiment que la hausse des coûts du travail risque d'entraver la création d'emplois formels et de fragiliser les petites entreprises – en particulier dans les secteurs comme le commerce, les centres d'appel, le tourisme ou la sécurité, qui ont particulièrement recours au travail nocturne, dominical et les jours fériés. La réforme augmenterait le coût du travail de 7,6 %, et les pertes d'emplois seraient les plus marquées dans les activités d'appui aux entreprises avec une baisse estimée à 7,7 %, soit environ 183 000 postes supprimés. Au total, il est estimé que la réforme pourrait supprimer 4,9 % des emplois du pays, soit 422 000 emplois. Le chômage devrait progresser de 0,6 p.p. à 1,2 p.p. Par ailleurs, le nouveau statut des contrats d'apprentissage pourrait alourdir de plus de 100 % le coût d'un apprenti, rendant ce type de recrutement moins attractif et compromettant l'insertion des jeunes.

En somme, si la réforme entend répondre à des déséquilibres réels et renforcer les droits des travailleurs, certains redoutent qu'elle n'atteigne pas ses objectifs et ne produise des effets inverses : ralentissement des créations d'emplois, augmentation de l'informalité, et affaiblissement du tissu productif, en particulier pour les micro, petites et moyennes entreprises.

Bolivie

En 2024, la Bolivie n'a attiré que 247 M\$ d'IDE, soit 0,1% du total régional.

Malgré la croissance soutenue des investissements directs étrangers (IDE) en Amérique latine en 2024, la Bolivie stagne et occupe l'une des dernières places du classement régional, selon le rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). Les IDE à destination de l'Amérique latine ont crû de +7,1% par rapport à l'année précédente, en grande partie sous l'impulsion du Brésil et du Mexique, qui ont représenté plus de 50 % du total. En 2021, après la pandémie, la Bolivie avait attiré 840 M\$, mais les flux ont fortement chuté depuis : 264 M\$ en 2022 et 240 M\$ en 2023, montrant une réduction de la capacité du pays à attirer des capitaux étrangers. Ainsi, le pays n'a attiré que 247 M\$ en 2024, soit seulement 0,1 % du total des IDE en Amérique latine. Bien que ce chiffre représente une légère hausse de +2,9 % par rapport à l'année précédente, il demeure largement inférieur au dynamisme affiché par les autres pays de la région.

Colombie

Le mois de mai enregistre une croissance de 2,8 % en g.a.

En mai 2025, l'économie colombienne a enregistré une croissance de +2,8 % en g.a., principalement portée par les activités tertiaires (commerce, transport, services, santé, éducation), en hausse de +4,2 %. Les secteurs primaire (agriculture, pêche, mines) et secondaire (industrie, construction) ont affiché des reculs, avec des baisses respectives de -0,8 % et -0,9 % en g.a.

Sur les cinq premiers mois de l'année, la croissance a atteint +2,4 % en g.a., en nette amélioration par rapport à la même période en 2024 (+1,8 %). Les perspectives restent positives, avec une prévision de croissance de

2,6 % pour l'ensemble de l'année. Les indicateurs du mois de mai confirment ainsi une reprise progressive de l'activité, tirée par la demande intérieure et la résilience des services.

L'OCDE prévoit que la Colombie enregistre la 3^{ème} inflation la plus élevée des pays du groupe en 2025.

Selon les dernières prévisions d'inflation de l'OCDE, en 2025, **la Colombie devrait enregistrer la 3^{ème} inflation la plus élevée des pays du groupe, avec un taux de 4,7 %**. Le pays serait précédé par la Turquie (31,4 %) et la Hongrie (4,9 %), et suivi par le Chili (4,5 %). En 2026, la Colombie devrait ensuite occuper la 2^{ème} place du classement derrière la Turquie, avec un taux de 4 %. Face aux incertitudes croissantes sur la scène internationale, l'organisation appelle les pays à définir des priorités politiques claires et recommande aux banques centrales de rester vigilantes, soulignant que la hausse des coûts commerciaux pourrait exercer une pression supplémentaire sur les salaires et les prix.

Le marché de la dette d'entreprises a enregistré une baisse de -72 % au S1 2025.

Au S1 2025, le marché primaire de la dette d'entreprises en Colombie a enregistré un total de 151 M\$ d'émissions (601 Md COP), soit 72 % de moins qu'à la même période en 2024 (551 M\$, ou 2 200 Md COP). Ce recul s'explique par des taux relativement élevés sur les titres publics et une hausse de la prime de risque liée à la détérioration du risque pays, aggravée par la suspension de la règle budgétaire et la dégradation de la note souveraine par plusieurs agences de notation (voir [nos précédentes brèves](#)). Douze émissions ont été réalisées par cinq émetteurs (majoritairement du secteur financier) avec une prédominance de taux fixes (94 %) et des produits principalement constitués d'obligations ordinaires (54 %). Malgré le contexte défavorable, la qualité du crédit est restée élevée (94 % notées AAA).

L'indice de confiance du consommateur a augmenté en juin.

En juin 2025, l'indice de confiance des consommateurs s'est élevé à 2,2 %, enregistrant une hausse de 6,0 p.p. par rapport au mois précédent (-3,8 %). Ce résultat s'explique par une amélioration de l'indice des conditions économiques et de l'indice des attentes des consommateurs. Sur un an, l'indice de confiance des consommateurs a augmenté de 14,9 p.p. en g.a. (-12,7 % en juin 2024). La confiance des consommateurs s'est améliorée entre le T1 2025 et le T2 2025, ainsi que la disposition à acheter des biens durables et l'évaluation de la situation du foyer, grâce à la progressive normalisation de la politique monétaire, celle-ci restant toutefois restrictives. En mai, et pour la première fois en 23 mois, le portefeuille de crédits est en hausse, de 0,1 % en g.a.

Indicateurs	Variation hebdl.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,8%	37,7%	1716
Change USD/COP	0,5%	3,3%	4053
Change EUR/COP	1,8%	13,0%	4748
Prix du baril (Brent, USD)	-0,1%	-17,2%	68,7

Equateur

Le FMI a approuvé la deuxième revue du programme de Facilité élargie de crédit.

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé la deuxième revue du programme de Facilité élargie de crédit (EFF) pour l'Équateur. Le FMI a par ailleurs augmenté le montant total de l'appui budgétaire, de 4 Md\$ à 5 Md\$. Cette décision permet un versement immédiat de 600 M\$. Le programme, qui s'étale sur 48 mois, vise à renforcer la stabilité budgétaire, protéger les populations vulnérables, et soutenir les réformes structurelles pour une croissance durable et inclusive. Malgré un contexte difficile

(insécurité, sécheresse, coupures de courant), l'Équateur a respecté tous les critères quantitatifs, accru ses recettes hors pétrole et renforcé ses réserves. Le gouvernement prévoit des réformes fiscales et structurelles supplémentaires pour consolider la position budgétaire, stimuler l'investissement privé dans des secteurs clés (mines, hydrocarbures, énergie) et développer le marché des capitaux. La croissance économique devrait reprendre avec une inflation maîtrisée et des excédents courants importants, soutenant la réduction de la dette publique. Le gouvernement s'engage aussi à élargir la protection sociale et à améliorer la gouvernance, la supervision financière et la réglementation, tout en s'attaquant aux défis de sécurité et de diversification économique.

Le marché boursier équatorien prévoit une croissance de +6 % en 2025, notamment grâce au secteur privé.

Le marché boursier équatorien prévoit un volume record de 16,7 Md\$ en 2025, soit une hausse de +6 % par rapport à 2024. Cette croissance repose sur une plus grande liquidité dans l'économie et sur le dynamisme du secteur privé. La Bourse de Quito (BVQ) estime même une augmentation de +10 % comme étant possible, en misant sur le potentiel de 290 entreprises enregistrées, dont 80 sont actives. Le secteur privé est encouragé à utiliser la place boursière équatorienne comme alternative au financement bancaire traditionnel, jugé comme étant cher. Cette tendance s'appuie sur la hausse des exportations, une consommation intérieure accrue et une relative stabilité des importations. Parmi les instruments financiers les plus performants figurent les bons du trésor, les certificats de trésorerie et les factures commerciales, outils de financement à court terme pour les entreprises. Les obligations à long terme et les opérations de titularisation gagnent également en popularité. Pour soutenir cette croissance,

une intégration régionale est envisagée avec des pays comme le Panama, le Costa Rica, la Colombie ou le Chili. Cela nécessiterait toutefois des réformes juridiques, une harmonisation des régulations et une coordination entre les organismes de contrôle et les bourses régionales.

Guyana

En acquérant Hess Corporation, Chevron obtient une participation de 30 % dans le bloc pétrolier Stabroek.

L'entreprise pétrolière Chevron a finalisé l'acquisition de Hess Corporation pour 53 Md\$, obtenant ainsi une participation de 30 % dans le bloc pétrolier offshore Stabroek au Guyana, estimé à 11,6 milliards de barils équivalent pétrole. Cette opération, longtemps retardée par un différend juridique avec ExxonMobil et CNOOC – les autres partenaires du bloc – a finalement été validée à l'issue d'un arbitrage favorable. L'entrée de Chevron au Guyana lui permet d'accéder à l'une des zones de production pétrolière à la croissance la plus rapide au monde, où la production dépasse déjà 650 000 b/j, et devrait encore s'accroître avec le lancement du quatrième projet de la zone.

Pérou

Le Pérou est le deuxième pays le moins endetté d'Amérique latine.

Selon l'*Institute of International Finance* (IIF), la dette mondiale a franchi pour la première fois le seuil historique de 324 000 Md\$. En Amérique latine, la dette cumulée de six économies (le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la Colombie, le Chili et le Pérou) s'élève à plus de 3 600 Md\$, plaçant la région sur un terrain budgétaire de plus en plus vulnérable. Cependant, **le Pérou se distingue par une dette publique brute ne représentant que 33,7 % de son PIB, soit le 2^e**

pays le moins endetté de la région, après le Guatemala. Ce faible endettement résulte d'une stratégie initiée il y a plus de 20 ans avec la mise en place du programme *Market Makers* qui a permis au pays de réduire sa dépendance aux financements multilatéraux et d'accéder à des marchés financiers plus sophistiqués. Environ 70 % de la dette correspond à des obligations internationales émises directement par l'État et acquises par des investisseurs privés internationaux; auxquels s'ajoutent 23 % détenus par des organismes multilatéraux, et 4 % détenus par des pays membres du Club de Paris.

Au S1 2025, le sol péruvien a progressé de +4,9 % face au dollar états-unien.

Au S1 2025, le sol péruvien (PEN) a enregistré une progression de +4,9 % face au USD, consolidant ainsi sa position de devise la plus forte d'Amérique latine. Cette performance intervient malgré un contexte politique interne fragmenté et un environnement international marqué par des tensions commerciales et une forte volatilité. En particulier, les États-Unis ont imposé des droits de douane de 50 % sur le cuivre péruvien, un des principaux produits exportés par le pays, toutefois marginalement exporté vers les États-Unis. Cependant, certains analystes estiment que le Pérou bénéficiait d'un cadre macroéconomique solide, soutenu par une discipline budgétaire rigoureuse et une politique monétaire souple, permettant d'amortir les chocs extérieurs et de maintenir un avantage comparatif dans la région. Malgré ces perspectives favorables, des incertitudes demeurent. Les nouveaux tarifs douaniers imposés par Washington menacent les recettes d'exportation, tandis que le cycle électoral qui s'ouvre cette année accroît l'instabilité. Les derniers sondages révèlent en effet qu'une part importante de l'électorat (plus de 45 %) se déclare indécis ou envisage un vote blanc ou nul, signe d'un désenchantement croissant à l'égard de la classe politique.

Venezuela

Le Venezuela et la Colombie créent une zone économique binationale.

Le Venezuela et la Colombie ont signé un mémorandum créant une « zone économique binationale de développement et de paix » le long de leur frontière commune. L'accord vise à dynamiser le commerce, favoriser le développement productif et renforcer l'intégration entre les régions frontalières, ainsi qu'à promouvoir des projets sociaux et d'infrastructures dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la culture, du tourisme, des transports, du gaz, du pétrole et de l'électricité. Présenté comme un outil de paix, il cherche également à offrir un cadre de coopération en matière d'infrastructures, d'énergie et de services publics.

Le bolivar continue de se déprécier face au dollar états-unien.

Depuis le début de l'année, le bolivar (VES) continue de se déprécier face au dollar états-unien. Alors que le taux s'élevait à 52 VES/USD en début d'année, il a atteint 120 VES/USD le 23 juillet, soit une dépréciation de 131,6% depuis janvier. Les économistes expliquent cette baisse par le fait que seulement 60 % de la demande en devises est actuellement couverte. Au S1 2025, le total des interventions bancaires s'est élevé à 2,05 Md\$, en recul de -14,5 % par rapport à la même période en 2024.

De fortes pluies provoquent d'importants dégâts dans trois grandes régions du pays.

Un mois et demi après le début de la saison des pluies, 14 États du Venezuela ont été touchés par des inondations, des glissements de terrain et des dégâts sur les infrastructures. Ce sont 41 ponts qui ont été affectés, dont 17 complètement détruits, et plus de 500 000 hectares dédiés aux cultures et à l'élevage ont été affectés. Près de 40 000 personnes ont dû abandonner leurs domiciles en raison d'inondations ou d'effondrements.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)